

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

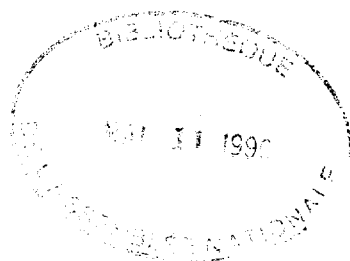
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 53

Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon

Présentation

**Présenté par
M. Yvon Picotte
Ministre des Affaires municipales**



**Éditeur officiel du Québec
1990**

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi confie au ministre des Affaires municipales le pouvoir de déterminer la date où la ville de Gagnon cessera d'exister et prévoit en conséquence les règles de droit applicables dans le contexte de la cessation d'existence juridique de cette ville, notamment quant aux biens, aux droits et aux obligations de celle-ci.

Projet de loi 53

Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La ville de Gagnon cesse d'exister à compter de la date déterminée par le ministre des Affaires municipales. Son territoire devient, à compter de cette date, un territoire non organisé compris dans le territoire de la municipalité régionale de comté de Caniapiscau. Le ministre publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis de sa décision.

2. Le ministre de l'Énergie et des Ressources devient propriétaire, à compter de la date déterminée en vertu de l'article 1, des biens immeubles qui appartiennent à la ville.

3. Le ministre des Affaires municipales assume, à compter de la date où la ville cesse d'exister, les obligations de celle-ci à l'égard de ses créanciers et ses droits à l'égard de ses débiteurs. La Commission municipale du Québec exerce les droits et assume les obligations conférés au ministre par le présent article et devient partie à toute instance, sans reprise d'instance, aux lieu et place de la ville de Gagnon.

4. À compter de la date déterminée en vertu de l'article 1, le ministre des Affaires municipales verse à Normines inc. tout surplus du fonds général ou du fonds de roulement de la ville ainsi que tout excédent mentionné à l'article 7 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7). Ce versement n'est effectué que si cette société a remboursé la totalité des paiements, en capital et intérêts, mentionnés à l'annexe «B» de la convention de prise en charge de la dette obligataire de la ville de Gagnon, intervenue entre

celle-ci et Sidbec-Normines inc. et acceptée par la Commission municipale du Québec le 8 novembre 1985 sous le numéro 190830 de ses minutes.

5. Le chapitre 161 des lois de 1959-1960, le chapitre 96 des lois de 1964 et le chapitre 52 des lois de 1980 sont abrogés.

6. Le contrat intervenu le 14 novembre 1986 entre la ville de Gagnon et Sidbec-Normines inc. et enregistré le 20 novembre 1986 au bureau d'enregistrement de Saguenay, sous le numéro 143024, de même que le contrat intervenu le 28 juin 1988 entre Normines inc. et Sa Majesté du chef du Québec et enregistré le 5 juillet 1988 au bureau d'enregistrement de Saguenay, sous le numéro 150183, ne peuvent être invalidés pour le motif que le premier d'entre eux a été conclu sans que la ville n'ait, conformément à la Loi sur la vente des services publics municipaux (L.R.Q., chapitre V-4), adopté un règlement et obtenu toutes les approbations requises en vertu de cette loi.

L'enregistrement d'une copie conforme de la présente loi se fait par dépôt. À cette occasion, le registrateur inscrit en marge des actes enregistrés sous les numéros 143024 et 150183 « Confirmé par la loi enregistrée sous le numéro ... quant à tout vice corrigé par cette loi ».

7. Le ministre des Affaires municipales est responsable de l'application de la présente loi.

8. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), à l'exception de l'article 5 qui entre en vigueur à la date déterminée en vertu de l'article 1.